



<< Plutôt une langue de boeuf qu'une langue de bois >>
Parole d'Atlanti-cow

→ VOUS AUSSI ABONNEZ-VOUS !



- ACCUEIL
 - ATLANTICO EDITIONS
 - DÉCRYPTAGE
 - PÉPITES
 - DOSSIERS
 - RENDEZ-VOUS
 - PÉPITES VIDÉOS
 - ATLANTICO LIGHT
 - BEST OF
 - CONTRIBUTEURS
-
- ATLANTICO BUSINESS avec JM Sylvestre
 - CULTURE
 - François Hollande, "ku" président
 - Présidence de l'UMP
 - Epidémie d'Ebola
 - Plus de dossiers**

Dérapage

Publié le 15 Octobre 2014

Budget 2015, beaucoup de bruit pour rien : pourquoi les débats masquent une totale perte de contrôle des finances publiques par l'État

Paris remet ce mercredi 15 octobre à la Commission européenne son projet de loi de finances (PLF) pour 2015. Au programme : 21 milliards d'euros d'économies, mais 1/5 du budget reste non financé.

2 5 0 0 0 22

Je m'abonne à partir de 4,90€

Ajouter au classeur

Suivre ce contributeur

Lecture zen



Inscription newsletter : mon email

OK

Déjà abonné Je me connecte

Je m'abonne à partir de 4,90€

Rechercher...

OK

Paris remet ce mercredi 15 octobre à la Commission européenne son projet de loi de finances (PLF) pour 2015. Au programme, 21 milliards d'euros d'économies, mais 1/5 du budget reste non financé. Crédit Reuters

1 2 PAGE SUIVANTE

Atlantico : La copie du budget de la France pour 2015 est remise ce mercredi 15 octobre à la Commission européenne. Au programme, 21 milliards d'euros d'économies sur un an. Mais que représente

DÉPÊCHES

- 10h07 Au secours antilles. Baudouin sur automobiles
- 10h07 Projet de loi santé. Binge drinking et tiers payant au menu
- 10h07 Football : le match Serbie - Albanie arrêté après l'apparition d'un drone nationaliste
- 10h06 EDF: Henri Proglio est remplacé par Jean-Bernard Lévy
- 10h05 Toulouse. IndiGo signe un protocole d'accord pour 250 Airbus A320 Neo

1 . 2 . 3 . TOUTES LES DÉPÊCHES



Philippe Crevel

Philippe Crevel est économiste et fondateur de la société Lorello Ecodata.

[Voir la bio en entier](#)

[Suivre ce contributeur](#)



Pierre-François Gouiffès

Pierre-François Gouiffès est maître de conférences à Sciences Po (gestion publique & économie

politique). Il a notamment publié "Margaret Thatcher face aux mineurs" (Privat, 2007), "Réformes:

mission impossible ?" (Documentation française, 2010) et "L'âge d'or des déficits, 40 ans de politique

budgétaire française" (Documentation française.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. En savoir plus et gérer ces paramètres

[suivre Pierre-François Gouiffès sur Twitter](#)

[Voir la bio en entier](#)

[Suivre ce contributeur](#)

EN SAVOIR PLUS

- ▶ Si Bruxelles retoque notre Budget, la France risque le dépôt de bilan
- ▶ Quitte à payer 4 milliards d'euros d'amende à Bruxelles, comment faire du budget 2015 un VRAI budget de croissance
- ▶ Budget 2015 : des ajustements budgétaires qui sacrifient l'avenir
- ▶ Comment les arbitrages pris sur le budget de la Sécu finissent par s'en prendre à l'esprit même de l'État providence (et pourquoi il était possible de faire des économies autrement)

réellement cette économie sur l'ensemble du budget (en proportion et volume) ? A quels grands postes budgétaires ces 21 milliards peuvent-ils être comparés ?

Philippe Crevel : 21 milliards d'euros, c'est beaucoup et peu. Beaucoup, cela représente près du quart de l'impôt sur le revenu ; c'est faible au regard du montant des dépenses publiques.

Ces 21 milliards d'euros ne représentent que 1,75 % des dépenses publiques françaises. C'est l'équivalent des dépenses de recherche et d'enseignement supérieur et un peu moins que les dépenses militaires (29 milliards d'euros). C'est 40 % des dépenses de pension de l'Etat.

Il faut savoir que de 2001 à 2011, les dépenses publiques ont progressé de plus de 2 % et deux fois plus vite que le PIB. Même en 2014, les dépenses ont progressé de 0,9 %. En France, quand les pouvoirs publics parlent d'économie, c'est avant toute une moindre croissance des dépenses.

Ces 21 milliards d'euros ne sont pas à la charge exclusive de l'Etat. Ces économies sont réparties entre l'Etat à hauteur de 7,7 milliards d'euros, les collectivités locales à hauteur de 3,7 milliards d'euros et les régimes sociaux à hauteur de 9,6 milliards d'euros. L'effort représente 2 % des dépenses pour l'Etat, 1,6 % des dépenses des collectivités locales et 1,9 % des dépenses des régimes sociaux.

Pour atteindre cet objectif d'économies, les acteurs ne sont pas égaux. Les régimes sociaux doivent faire face à des dépenses peu flexibles sauf à revoir à la baisse les prestations. Les collectivités locales sont également confrontées à la rigidité de leurs dépenses sociales. Elles peuvent réduire comme elles l'ont fait en 2014 réduire leurs investissements ou augmenté leurs impôts.

Pierre-François Gouiffès : Rappelons d'abord les grands chiffres du budget pour 2015. Si on se limite au périmètre de l'Etat, cela représente 373 milliards d'euros de dépenses et 291 milliards d'euros de recettes, à l'origine d'un déficit de l'Etat d'environ 80 milliards d'euros représentant donc 27% des recettes... Mais il est plus important de raisonner avec les dépenses publiques consolidées après prise en compte de la Sécurité sociale et des collectivités locales. On arrive à un montant 2015 d'environ 1.220 milliards d'euros

1,7% de la dépense publique totale française, donc 7,7 milliards pour l'Etat (2% des dépenses totales), 3,7 milliards pour les collectivités et 9,6 pour la protection sociale.

En Mds	Exéc 2013	LFI 2014	LF 2014	Révisé 2014	PLF 2015
DEPENSES TOTALES	373,1	379,7	376,3	374,6	367,9
DEPENSES DU BUDGET GENERAL	295,1	305,3	301,9	300,2	295,3
PRELEVEMENTS SUR RECETTES	78,0	74,4	74,4	74,4	71,6
<small>dont prélèvement au profit des collectivités territoriales</small>	<small>55,6</small>	<small>54,2</small>	<small>54,2</small>	<small>54,2</small>	<small>50,5</small>
<small>dont prélèvement au profit de l'Union européenne</small>	<small>22,5</small>	<small>20,2</small>	<small>20,2</small>	<small>20,2</small>	<small>21,0</small>
RECETTES FISCALES NETTES	284,0	284,4	279,0	273,2	278,9
RECETTES NON FISCALES	13,7	13,8	14,4	14,1	13,7
SOLDE COMPTES SPECIAUX - HORS FMI	0,6	-1,0	-1,0	0,3	-0,4
SOLDE BUDGETAIRE ETAT	-74,9	-82,6	-83,5	-87,0	-75,7

[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Depuis 2007, et la crise économique en 2008, il n'est question que d'économies budgétaires, et ce quelle que soit la couleur politique des gouvernements en place. Comment le budget français a-t-il évolué ces six dernières années ? Des économies ont-elles été réellement faites ? Si oui, à quelle hauteur ?

Philippe Crevel : De 2007 à 2014, le poids des dépenses publiques est passé de 51,7 % à 56,5%. Pour 2015, les dépenses publiques devaient progresser de 0,2 %. La progression des dépenses publiques est d'autant plus marquée que la croissance est faible.

L'Etat a réalisé des économies et a réduit ses effectifs sur la période de 2007 à 2012 mais les collectivités locales et les régimes sociaux ont accru leurs dépenses. Il faut noter que l'Etat a eu tendance à transférer certaines dépenses sur les collectivités locales et leur a demandé de répondre à ses demandes en termes de contrats d'emplois aidés.

Le rythme de progression des dépenses publiques a été divisé par deux. Il y a un effort indéniable mais insuffisant pour réduire magistralement le déficit public qui s'élevait à 4,3 % du PIB. Certes, le déficit dépassait 7 % en 2009 mais le chemin à réaliser pour revenir à 3 % ou à 0 % semble hors de portée. Le programme de réduction du déficit public du Gouvernement français apparaît irréaliste car l'effort est concentré sur les années 2017 à 2019 après l'élection présidentielle...

ATLANTICO ÉDITIONS



Je quitte la Sécu
Partie 1 : Un
parcours du
combattant
Laurent C

+ DE LIVRES NUMÉRIQUES

ARTICLES LES + LUS + PARTAGÉS + COMMENTÉS

Depuis: 24 heures | 7 Jours

- 1 **Vol AF447 : les dernières paroles des pilotes avant le crash de l'avion**
- 2 **François Hollande appelle directement Nicolas Bedos après son canular sur Valérie Trierweiler... et enfonce un nouveau clou dans le cercueil de la fonction présidentielle**
- 3 **Norvège : "Je m'appelle Théa, j'ai 12 ans et je vais me marier dans un mois"**
- 4 **François Hollande en goguette ; Julie Gayet surveillée de près ; Arnaud Montebourg et Aurélie Filipetti en ménage ; Alessandra Sublet sous pression**
- 5 **L'homme qui a découvert Ebola prévient dans une interview choc : "je crains maintenant une inimaginable tragédie"**
- 6 **Peste bubonique, grippe espagnole, Ebola : la carte interactive qui vous permet de comparer la mortalité de toutes les épidémies dans le monde depuis l'an 541**
- 7 **Si Bruxelles retoque notre Budget, la France risque le dépôt de bilan**

Inscription newsletter : mon email

OK



Préparer un BTS ?

Formez-vous à un métier avec le GNED, avec ou sans bac, 22 BTS au choix.



Réduisez vos Impôts !

Documentation Gratuite ! Le PERP Legal & General sans frais d'entrée et sans risque !



Révolution Made.com

Un mobilier stylé pop-art, ça vous tente ? Découvrez dès maintenant la révolution Made.com !

Publicité  gatus

Pierre-François Gouffès : Dans les faits les dépenses en montant nominal ont augmenté sans arrêt depuis 2008 puisque les dépenses 2008 s'élevaient à 1.030 milliards contre 1.220 prévues en 2015.

Les économies mises en avant chaque année par les gouvernements consistent à s'écarter à la baisse d'une hausse "tendancielle" de la dépenses publique définie comme "l'évolution prévisible au regard de la tendance passée, en l'absence de toute mesure ou événement nouveau".

Bref, faire des économies ce n'est pas baisser la dépense en termes absolus mais "réduire la hausse". Cela marche dans une certaine mesure : la Cour de comptes a évalué la hausse en volume (hors inflation) des dépenses publiques à +1,7 % sur 2007-2011 contre +0,2% dans le PLF 2015.

Les dépenses ont-elles augmenté proportionnellement d'autant ? Ces économies budgétaires passent-elles réellement dans le budget et dans le temps ou sont-elles d'office annihilées par l'augmentation des dépenses (s'agit-il réellement d'économies ou de stagnations des dépenses) ?

Philippe Crevel : Sur la période 2002-2007, la dépense publique a augmenté par an de 37,5 milliards d'euros, soit + 6,7 milliards d'euros pour la dépense de l'État, la 19,2 milliards pour les dépenses de sécurité sociale et 11,6 milliards pour la dépense locale.

De 2007 à 2012, la dépense publique a progressé de 34,1 milliards d'euros par an, soit + 10,7 milliards d'euros pour la dépense de l'État, + 17,4 milliards pour les dépenses de sécurité sociale et + 6 milliards pour la dépense locale.

Enfin, de 2012-2014, malgré les annonces des Gouvernements, les dépenses continuent à augmenter à hauteur de 21,5 milliards d'euros par an, dont + 3 milliards d'euros pour les dépenses de l'État, + 12,9 milliards pour les dépenses de sécurité sociale et + 5,6 milliards pour les dépenses des collectivités territoriales.

Des économies ont donc été réalisées mais avant tout par rapport à une tendance. Oui, l'État a économisé de l'argent en gelant le point d'indice servant de base de calcul pour les traitements des fonctionnaires. Oui, l'État a réduit ses dépenses en diminuant les effectifs de l'administration fiscale. Oui, l'État a réalisé des économies en annulant ou en reportant certaines dépenses d'investissement en particulier dans le domaine militaire mais l'État a augmenté le montant de ses dépenses en matière d'éducation, de logement, de sécurité. L'État doit également faire face à l'augmentation des dépenses de pension des fonctionnaires d'État.

Les dépenses de l'État ont progressé de 365 à 380 milliards d'euros de 2007 à 2014, l'ensemble des dépenses publiques est passé de 1000 à 1200 milliards d'euros sur la période.

Pierre-François Gouffès : Il ne faut en effet pas limiter l'analyse aux seules dépenses. Le déficit budgétaire est devenu très conséquent depuis 2008 avec une séquence tout inédite de déficit supérieur à 4% du PIB (4,3% prévu en 2015) à l'origine depuis l'été 2008 d'un stock supplémentaire de dette publique de 700 milliards d'euro (un tiers de nos 2.000 milliards). L'augmentation des prélèvements obligatoires n'a pas du tout permis de redresser les comptes.

Qui plus est, l'habitude française consistant à reculer en permanence sa date de retour à la norme de 3% sans même parler de l'équilibre structurel inscrit dans le traité budgétaire de 2012 semble avoir finalement induit une lassitude de nos partenaires européens, d'où les tensions et polémiques qui accompagnent la transmission ce jour de notre budget à la Commission européenne.

1 2 PAGE SUIVANTE

atlantico sur facebook

Suivre notre compte twitter

7 5 0 0 0 22

Je m'abonne à partir de 4,90€

Ajouter au classeur

Suivre ce contributeur

Lecture zen

LES DERNIERS ARTICLES DES AUTEURS :

Allocations chômage, coût du travail, Smic... Là où la France peut agir, là où ça ne sert pas à grand-chose

Les Européens plus riches de 2,75% qu'avant la crise de 2008 : la moyenne qui masque le sort de 90% des Français

Budget 2015 : dernière le courage de façade, une méthode gouvernementale condamnée à l'absence de résultats économiques

Notes-clés: France | budget 2015 | Budget | dépenses | recettes | croissance | Franck Michel | déficit | PIB | économies | PLF 2015 | PLF

VOYAGES SUR MESURE

VOIR TOUS LES VOYAGES >

En partenariat avec 

DÉCRYPTAGE

Solution miracle

Tout savoir de la méthode qui permet de voir sans lunettes

L'astuce se retrouve sur une vidéo mise en ligne sur YouTube. Elle est accompagnée d'une explication scientifique de la chaîne MinutePhysics.

La détente

Plan franco-allemand pour la croissance : faut-il vraiment en attendre quelque chose ?

Le FMI et BCE ont de plus en plus de mal à dialoguer avec l'Allemagne et la Bundesbank tandis que les économies du Sud de l'Europe et la France ont des relations tendues avec Angela Merkel. De quoi compromettre ou accélérer l'entente pour le retour à la croissance.

Solution miracle

Tout savoir de la méthode qui permet de voir sans lunettes

L'astuce se retrouve sur une vidéo mise en ligne sur YouTube. Elle est accompagnée d'une explication scientifique de la chaîne MinutePhysics.



Trois petites cochons numériques

Lire des histoires aux enfants sur une tablette : temps de lecture... ou temps d'écran ?

Le débat fait rage au sein des pédiatres mais aussi chez les parents pour savoir si apprendre à lire des histoires sur des tablettes numériques doit être classé comme un temps de lecture ou comme un temps de consultation d'écran.

Délicieux

Les médicaments formulés à partir de matières fécales, c'est pour demain et vous n'y échapperez pas

Des traitements par voie orale à base de matières fécales pourraient bientôt voir le jour. Ils représentent notamment une opportunité pour lutter contre des diarrhées chroniques et l'obésité.

Réunionnisme algue

Mercredi sans école : n'y avait-il pas moyen d'organiser la grande consultation sur les programmes en dehors du temps scolaire ?

Ce mercredi 15 octobre se déroulera dans la plupart des académies une grande concertation sur les programmes réunissant les enseignants de maternelle, de primaire et du collège.

